

Marché public de prestations intellectuelles



---

**Prestation d'accompagnement dans la réalisation du  
rapport d'investissement responsable du CPSTI,  
période : 2026 – 2029**

---

**P2540-AOO-DIFI**

**Cahier des clauses techniques particulières  
(CCTP)**

## **Article 1. OBJET**

La prestation attendue par l'Urssaf Caisse nationale, pour le compte du CPSTI, a pour objet, l'accompagnement dans la réalisation du rapport d'investissement responsable du CPSTI pour 4 exercices (période : 2026 – 2029) dans le cadre de la gestion des actifs de placements du CPSTI

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois ferme et débutera à compter de la notification. Il pourra être reconduit une fois pour la même durée de 12 mois sans que la durée totale du marché puisse excéder 48 mois.

### **Les prestations attendues sont :**

Année 1 : en 2026, prestation au titre de l'exercice 2025 ;

Année 2 : en 2027, prestation au titre de l'exercice 2026 ;

Année 3 (si le marché est reconduit) : en 2028, prestation au titre de l'exercice 2027 ;

Année 4 : en 2029, prestation au titre de l'exercice 2028 ;

## **Article 2. SITUATION DU PROJET**

### **Article 2.1. Présentation l'Urssaf Caisse nationale**

L'Urssaf Caisse nationale (Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale – ACOSS) constitue la branche du Recouvrement du Régime général de la Sécurité sociale. Elle a pour mission de collecter auprès des employeurs privés et publics et auprès des cotisants à titre personnel les ressources nécessaires au financement de la protection sociale du Régime général (maladie/accidents du travail, famille et vieillesse).

Elle procède également au recouvrement auprès de certaines catégories de cotisants de contributions destinées au financement d'autres régimes de protection sociale et de tiers (autorités organisatrices de transport, fonds d'action de formation). Près de 400 Md€ sont recouvrés auprès d'une part de 6,5 millions de cotisants couvrant 22 millions de salariés, d'autre part d'un millier de contreparties directes de l'Acosse (dont 100 principales).

La branche du Recouvrement assure la redistribution des contributions recouvrées aux branches « prestataires » de la sécurité sociale et aux organismes pour lesquels elle exerce cette fonction d'encaissement (CADES, fonds de solidarité vieillesse, UNEDIC, ...).

L'Urssaf est la Caisse nationale de la branche du Recouvrement. Établissement public à caractère administratif sous tutelle de l'État, la Caisse nationale gère la trésorerie du régime Général, oriente et anime les politiques de recouvrement et de contrôle, organise et alloue les moyens des organismes du recouvrement, produit des statistiques socio-économiques à destination de ses partenaires et des pouvoirs publics.

La branche du Recouvrement regroupe actuellement 22 Urssaf et une caisse centrale de sécurité sociale sur le territoire métropolitain ainsi que des Caisses Générales de Sécurité Sociale (CGSS) dans les départements d'Outre-mer et 8 centres informatiques.

La vocation première de l'Urssaf Caisse nationale, qui a justifié sa création en 1967, est de nature financière : assurer la gestion commune et centralisée des ressources et de la trésorerie du régime général de la sécurité sociale.

## **Article 2.2. Présentation du Conseil de la Protection Sociale des Travailleurs Indépendants**

Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (« CPSTI ») a été créé dans le cadre de la réforme du RSI et de l'intégration des travailleurs indépendants au régime général.

Les principales missions sont les suivantes :

- veiller à la bonne application aux travailleurs indépendants des règles relatives à leur protection sociale ;
- veiller à la qualité des services rendus aux travailleurs indépendants par les organismes assurant le recouvrement des cotisations et le service des prestations ;
- déterminer les orientations générales relatives à l'action sanitaire et sociale déployée en faveur des travailleurs indépendants ;
- **piloter le régime complémentaire d'assurance vieillesse obligatoire et le régime invalidité-décès des travailleurs indépendants ainsi que la gestion des capitaux destinés à la mise en œuvre de ces régimes ;**
- animer, coordonner et contrôler l'action des instances régionales.

**Le CPSTI** a aussi des missions consultatives :

- proposer au ministre chargé de la Sécurité sociale des modifications législatives ou réglementaires dans son domaine de compétence ;
- être saisi par ce même ministre de toute question relative à la protection sociale des travailleurs indépendants ;
- être saisi, pour avis, des projets de loi de financement de la Sécurité sociale et des projets de mesures législatives ou réglementaires concernant la Sécurité sociale des travailleurs indépendants ;
- donner un avis sur la qualité du service rendu aux travailleurs indépendants et formuler des recommandations sur l'évolution ou l'amélioration de celui-ci ;
- formuler des recommandations relatives à la mise en œuvre par les CPAM, les CARSAT et les CGSS (dans les DOM) des actions de prévention destinées aux travailleurs indépendants ;
- formuler des propositions relatives à la politique de services rendus aux travailleurs indépendants en vue de la conclusion des conventions d'objectifs et de gestion des différentes branches du régime général.

De plus, **le CPSTI** se dote d'un dispositif de **médiation national et régional**.

### **Les actifs de placement financier du CPSTI :**

Chaque année, des prestations sont versées aux travailleurs indépendants (santé, retraite, etc.). En fin d'exercice, **la part excédentaire des cotisations est allouée à la constitution d'actifs de placement**. Les actifs de placement sont constitués grâce aux cotisations des travailleurs indépendants, sans autre ressource externe. L'une des missions du CPSTI est de

piloter ces actifs de placement, qui sont destinées à assurer, sur le long terme, le financement des régimes de protection sociale des travailleurs indépendants :

- le régime complémentaire d'assurance vieillesse obligatoire des indépendants (RCI) ;
- le régime invalidité-décès des travailleurs indépendants (RIDI) ;

Les actifs de placement sont constitués de différents placements. Il peut par exemple s'agir d'investissements immobiliers, d'actions cotées et non cotées, d'obligations privées et souveraines, etc. À fin 2024, les actifs de placement, exprimés en valeur de marché, ont atteint près de 23 milliards d'euros. Ces actifs sont en quasi-totalité gérés en externe par des sociétés de gestion dans le cadre de fonds dédiés et ouverts.

La gestion des placements est encadrée réglementairement par le [décret n° 2002-1314 du 25 octobre 2002](#), applicable aux régimes RCI et RIDI. Cette gestion des placements est soumise à l'approbation et au suivi de la Commission des Placements du CPSTI. Elle définit la politique financière pour les actifs de placement des régimes invalidité-décès et vieillesse complémentaire des travailleurs indépendants. La Commission des Placements RCI/RIDI est composée de membres de l'Assemblée Générale du CPSTI, dont six membres titulaires et six membres suppléants, le directeur et/ou son adjoint de la Direction centrale trésorerie, banque financement et investissements (« DIFI ») ainsi que des représentants des organismes de tutelles et personnalités qualifiées.

Pour la mise en œuvre de cette politique de gestion, le CPSTI bénéficie de l'appui des services de l'Urssaf Caisse nationale, dans le cadre d'un « mandat général », prévu par la loi ([article L. 635-4-1 du Code de la sécurité sociale](#)).

Le CPSTI est également soumis au contrôle économique et financier de l'État français.

### **Article 2.3. Contexte de la mission**

Le CPSTI, bien que non assujetti aux exigences du décret d'application de l'Article 29 de la Loi Energie-Climat de novembre 2019, souhaite respecter les meilleures pratiques en termes d'investissement responsable. En conséquence, il adopte l'ensemble des dispositions de ce texte, qui impose à certains investisseurs institutionnels de réaliser un rapport d'investissement responsable, visant à décrire et rendre compte des pratiques mises en place sur ce sujet.

Un plan est défini par le législateur pour ce rapport :

- I. Démarche générale de l'entité  
Cela désigne les politiques et stratégies d'investissements mises en place : produits durables, part des encours concernés, adhésion de l'entité à des chartes ou organismes de place, des labels, etc.
- II. Moyens internes pour contribuer à la transition  
Ici, l'entité décrit les ressources financières, techniques et humaines dédiées à l'ESG ainsi que les actions de renforcements des capacités : formation, acculturation, etc.
- III. Gouvernance de l'ESG au sein de l'entité financière  
L'entité précise les connaissances, compétences et expériences des instances de gouvernance : politique de rémunération, actions de sensibilisation et formation, intégration des critères ESG dans le règlement du conseil, etc.
- IV. Stratégie d'engagement auprès des gérants  
Le CPSTI, dont la gestion d'actifs est déléguée à des sociétés de gestion, doit préciser les stratégies d'engagements et les politiques de vote mises en place et leur suivi.

- V. Investissements durables et investissements dans les énergies fossiles  
Le CPSTI rend compte de la part des encours dits « durables » c'est-à-dire alignés avec la Taxonomie Européenne (part verte) et également indiquer la part investie dans des entreprises actives dans les énergies fossiles (part brune).
- VI. Stratégie d'alignement sur l'Accord de Paris  
Le CPSTI indique les informations relatives aux trajectoires de température des portefeuilles.
- VII. Stratégie d'alignement avec la biodiversité  
Le CPSTI donne les informations relatives aux impacts et aux dépendances de ses portefeuilles vis-à-vis de la biodiversité.
- VIII. Intégration des risques ESG dans la gestion des risques  
Le CPSTI détaille les processus généraux d'identification des risques ESG, le suivi réalisé avec les sociétés de gestion.
- IX. Mesures d'amélioration  
On indique dans cette partie le plan d'amélioration continue. Il passe par des opportunités et actions correctives à l'avenir, pour accompagner et mettre en place les changements stratégiques et opérationnels nécessaires.

Le rapport d'investissement responsable relatif à l'exercice 2024 est publié sur le site internet du CPSTI ([disponible ici](#)). Les rapports sont également publiés sur le [Climate Transparency Hub de l'ADEME](#).

Ce rapport fait l'objet d'une présentation par le prestataire lors de la Commission des Placements du CPSTI ainsi que d'une résolution à l'Assemblée Générale du CPSTI, avant publication sur le site internet du CPSTI et la plateforme dédiée de l'ADEME.

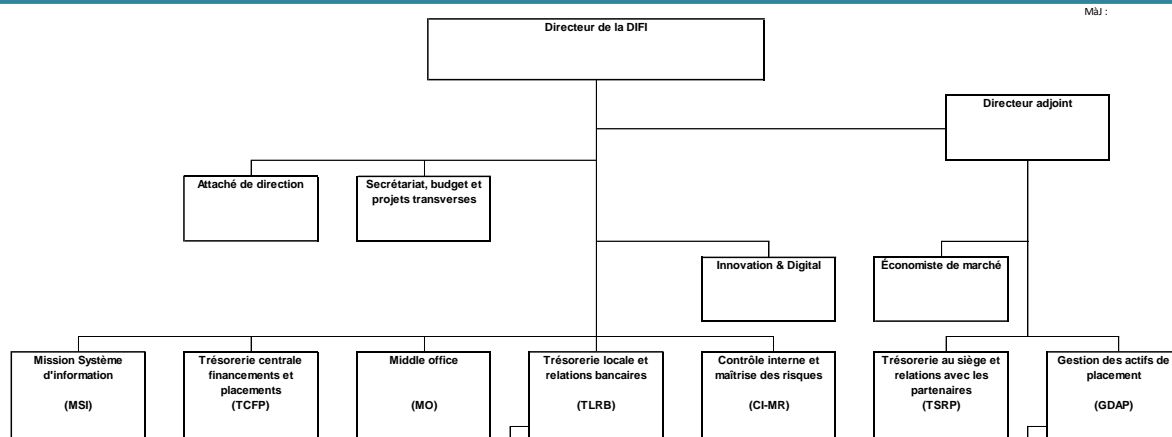
### **Article 2.3. Organisation de la Direction centrale trésorerie banque financement et investissement**

La Direction centrale trésorerie banque financement et investissement (DIFI) est chargée de la gestion commune et centralisée de la trésorerie du régime général, de certains tiers et régimes spécifiques, ainsi que du suivi séparé de la trésorerie par branche.

Elle centralise les encaissements des Urssaf et CGSS et assure l'alimentation des comptes financiers des caisses prestataires. Elle s'articule autour de quatre sous-directions, et de quatre missions/pôles :

- La sous-direction trésorerie au siège et relations avec les partenaires.
- La sous-direction trésorerie locale et relations bancaires.
- La sous-direction trésorerie centrale, financements et placements.
- **La sous-direction gestion des actifs de placement**, le présent marché s'inscrit dans les missions de cette sous-direction.
- La mission des systèmes d'information.
- La mission innovation et digital.
- Le pôle contrôle interne et maîtrise des risques.
- Le pôle Middle office.
- L'économiste de marché.

## ORGANIGRAMME PAR SECTEUR DE LA DIFI



Source : Urssaf Caisse nationale/Difi

### Article 3. DESCRIPTIF DE LA MISSION

L'élaboration de ce rapport extra-financier nécessite la collecte de données ESG sur les portefeuilles du CPSTI, et la comparaison avec des indices de référence permettant de situer le niveau des pratiques ESG des portefeuilles du CPSTI. Cette question des indices de référence est indissociable de ce besoin.

En effet, à chaque portefeuille consolidé par classe d'actifs (actions cotées, obligations souveraines et privées) sera affecté un indice de référence représentatif de l'univers d'investissement et permettant de comparer la performance ESG du portefeuille consolidé à celle de l'indice. Pour ce faire, l'indice doit être en phase avec la répartition géographique du portefeuille afin d'affiner la pertinence de la comparaison.

On distingue les portefeuilles suivants :

- Le portefeuille global ;
- Le portefeuille d'actions cotées ;
- Le portefeuille d'obligations privées (y compris convertibles et monétaires) ;
- Le portefeuille d'obligations souveraines.

L'exposition géographique de la réserve justifie la définition d'indices de références :

- Portefeuilles Actions cotées : un indice de référence composite décomposé comme suit :
  - Europe : 55 % Solactive Eurozone Index PR ;
  - USA/Japon/Monde : 45 % Solactive GBS Developed Markets Large & Mid Cap USD Index.
- Portefeuilles obligataires :
  - Un indice de référence pour les obligations gouvernementales de la Zone Euro : Solactive Eurozone Government Bond Index ;
  - Deux indices de références pour les obligations privées permettant de représenter l'univers Investment Grade (un indice) et l'univers High Yield (un indice) : 60 % Solactive Euro IG Corporate Index et 40 % Solactive Euro HY Corporate Index.

Dans le cadre du présent marché, des indices de références équivalents peuvent être intégrés. Le cas échéant, l'équivalence doit être justifiée (composition, etc.). La proportion des différents indices de référence pourra évoluer en cas d'évolution de l'exposition des actifs aux différents marchés dans des proportions relativement significatives.

Dans le cadre du présent marché, un test de couverture de portefeuilles représentatifs des actifs du CPSTI au 31/12/2024 sont joints à la procédure. Les portefeuilles tests sont répartis de la façon suivante : un portefeuille d'obligations convertibles européennes, un portefeuille d'obligations privées européennes, un portefeuille d'obligations souveraines européennes, un portefeuille d'actions états-uniennes et un portefeuille d'actions japonaises. Le candidat réalise un *matching* et transmettra les taux de couverture de chacun des portefeuilles dans son mémoire technique.

Au 31/12/2024, les actifs couverts par le présent marché se répartissaient de la façon suivante :

- 14 fonds d'actions cotées représentant près de 6 milliards d'euros ;
- 44 fonds de taux (convertibles, monétaires et obligations) représentant près de 13,2 milliards d'euros :
  - 6 fonds d'obligations convertibles ;
  - 12 fonds ouverts de titres monétaires ;
  - 16 fonds d'obligations privées ;
  - 10 fonds d'obligations souveraines ;
- Un total de près de 13 400 lignes brutes (actions et taux), y compris doublons.

Les reportings qualitatifs et quantitatifs ESG attendus portent sur :

- ❖ La performance ESG globale du portefeuille du CPSTI, par pilier et sa répartition par décile, ainsi que la performance ESG par classe d'actifs (actions cotées, obligations privées, obligations souveraines), par pilier et sa répartition par décile ;
- ❖ Les cinq principales contributions positives et négatives sur chaque classe d'actifs ;
- ❖ La performance ESG par pilier déclinée avec les notes des 5 émetteurs les plus performants et les 5 émetteurs les moins performants ;
- ❖ L'exposition aux controverses et aux activités controversées pour le portefeuille global et par classe d'actifs, ainsi que les commentaires concernant les 5 principales contributions à un score important/grave en la matière ;
- ❖ L'exposition sectorielle sur chaque indicateur ;
- ❖ La performance globale et par classe d'actifs, ainsi que les 5 principales contributions (positives et négatives) et leur secteur GICS d'appartenance, accompagnées d'un commentaire d'analyse qualitatif pour chacune sur chaque indicateur et chaque classe d'actifs :
  - L'empreinte carbone en absolu et en intensité, pour chaque scope 1, 2 et 3 (teqCO2 par M€ de chiffre d'affaires et teqCO2 par M€ de PIB) ainsi que la répartition sectorielle du portefeuille ;
  - Les émissions financées totales par scope 1, 2 et 3 ;
  - La température de portefeuilles (avec et sans prise en compte des objectifs SBTi) et les trajectoires à l'horizon 2030 et 2050 accompagnée d'une répartition des encours et des secteurs investis par température. Evaluation des ambitions et trajectoires de températures sur les émetteurs privés les plus investis ;
  - Les impacts (4 niveaux) et les dépendances (4 niveaux) à la biodiversité, l'empreinte biodiversité et l'intensité biodiversité ainsi que la répartition par niveau. Les plus grosses participations privées seront décrites et commentées qualitativement ;

- La part brune (exposition aux énergies fossiles) au global par portefeuille et par activité (service, distribution, production, exploration) et type d'énergies fossiles conventionnelles et non conventionnelles, à savoir : gaz, charbon, pétrole, pétrole et gaz de schiste, sables bitumineux, fracturation hydraulique, forage arctique, forage en eaux profondes ;
  - La part verte selon la part soumise, éligible et alignée du portefeuille (éligibilité et alignement avec la Taxonomie européenne sur la base du CA et des CapEX) et analyse des émetteurs éligibles les moins performants sur l'alignement. Également l'alignement à la Taxonomie pour les activités transitoire et habilitantes (CA et CapEx) ;
  - Les scopes d'impact des portefeuilles, c'est-à-dire la contribution des encours, par portefeuille, aux Objectifs de Développement Durable (« ODD ») et par type d'ODD.
  - Les contributions négatives de chaque portefeuille : exposition aux activités controversées dès 5 % du chiffre d'affaires de l'entreprise (énergies fossiles non conventionnelles détaillées, tabac, jeux d'argent, alcool, équipement militaire, pornographie, production d'énergie nucléaire, OGM, déforestation, huile de palme, etc.) et armes controversées dès le premier euro de chiffre d'affaires (armes à sous-munition, uranium appauvri, armes nucléaires (TNP). Il est possible de proposer différentes ventilations de ce seuil de chiffre d'affaires (autre que 5 %) et de distinguer les différentes parties de la chaîne de valeur ;
  - L'exposition des encours souverains à la non-ratification de conventions et traités majeurs ;
  - Les niveaux/scores de risques de transition et la répartition des encours par niveau. Les plus grosses participations (portefeuille au global) seront décrites et commentées qualitativement ainsi que par type de portefeuille (actions cotées, obligations privées et obligations souveraines) ;
  - Les niveaux/scores de risques physiques (inondations fluviales, sécheresse, cyclones tropicaux, inondations côtières, feux de forêt et vague de chaleur) et la répartition des encours par niveau. Les plus grosses participations (portefeuille au global) seront décrites et commentées qualitativement ainsi que par type de portefeuille (actions cotées, obligations privées et obligations souveraines) ;
- ❖ Les indicateurs PAI – Principales Incidences Négatives – prévus dans le format du règlement SFDR ;

Les indicateurs ESG s'entendent aussi pour les benchmarks décrits précédemment de manière à situer la position des actifs du CPSTI dans le marché pertinent. Les méthodologies de calcul doivent également être communiquées au sein du livrable, ces éléments pourront être intégrés dans la version publique du rapport. Les données doivent être également mises sous forme de graphiques modifiables et accessibles. Dans la mesure du possible, les méthodologies associées doivent être issues des pratiques les plus répandues et, le cas échéant, des prescriptions réglementaires, notamment du règlement SFDR. Le titulaire précise dans son offre les méthodologies de calcul : données issues des entreprises, le recours à des proxis. Le prestataire s'appuie sur les données fournies par ISS ESG ou équivalent. Les taux de couverture des portefeuilles (global, actions cotées, obligations privées, obligations souveraines) doivent être communiqués au sein du livrable pour chaque indicateur.

À titre d'information et de clarification des attentes, le rapport Article 29 au titre de l'exercice 2024 est joint au dossier.



#### Article 4. CADRE DE LA MISSION ET DEROULEMENT OPERATIONNEL

Dans le cadre de la démarche ESG du CPSTI, Il apparaît indispensable pour la Caisse nationale de disposer d'un rapport d'investissement responsable conforme à l'Article 29 de la Loi Energie Climat du 8 novembre 2019 et de ses décrets d'application.

La réalisation de la mission objet du présent marché nécessite une collaboration entre l'établissement public et le titulaire. À ce titre, la Caisse nationale s'engage à fournir au titulaire toutes les données et informations nécessaires à la bonne réalisation du marché.

Une réunion de lancement pourra en tant que de besoin être organisée à la Caisse nationale entre l'Urssaf et le titulaire.

Le titulaire pourra, en tant que de besoin au cours de la mission, demander toute précision qu'il juge nécessaire, eu égard aux nombreux termes techniques, sigles, et dénominations spécifiques. Cela vaut également pour l'Urssaf Caisse nationale envers le titulaire.

La Caisse nationale des Urssaf souhaite que ces prestations soient assurées par, a minima, un professionnel expert dans le domaine extra-financier.

Sur la base d'un début de mission au plus tard au cours du printemps de chaque année, l'Urssaf souhaite que la version finale du rapport intégrant les éléments transmis par le prestataire et la rédaction de l'équipe ESG de la DIFI soit disponible avant le 30 juin de chaque année. L'offre du titulaire indique, pour chacune des années, le délai maximal de réalisation de l'ensemble des prestations étant entendu que le délai maximal souhaité par l'Urssaf Caisse nationale est de 1 mois maximum à compter de la transmission complète et conforme des inventaires.

L'Urssaf Caisse nationale s'engage à communiquer au prestataire les inventaires (actions cotées, obligations privées – y compris convertibles et monétaire – et souveraines) au 31 décembre de l'exercice considéré dans un fichier excel unique et aggloméré dans une feuille de calcul, avec les colonnes qui suivent ou bien issues des fichiers TPT V. 6. définis par FinDatEx :

1_Portfolio _identifyin g_data	2_Portfolio _name	3_Identific ation_code _of_the_in strument (ISIN)	4_Instrum ent_name	5_Issuer_n ame	6_Name_o f_the_grou p_of_the_i ssuer	7_Issuer_i dentificati on_code (LEI)	8_Market_ valuation_ i n_EUR	9_Asset_cl ass
--------------------------------------	----------------------	---	-----------------------	-------------------	---	---	---------------------------------------	-------------------

Le délai de livraison s'apprécie à partir de la date d'envoi des inventaires par l'Urssaf Caisse nationale. Afin de maximiser le taux de couverture, les ISIN non reconnus automatiquement mais pouvant être rattachés à une entité identifiable par ailleurs doivent faire l'objet d'une action par le Titulaire.

Le prestataire, avant mise en production des éléments, envoie un fichier de contrôle à l'Urssaf Caisse nationale. Ce fichier a un but de contrôle de cohérence. Il présente la couverture globale du portefeuille, le nombre de participations analysables, les actifs sous gestion analysables en euro (€), la part des émetteurs privés (%) ainsi que la part sous-jacente des actions et des obligations, la part des émetteurs souverains, la part non couverte. Enfin, les

10 principales lignes de chacun des portefeuilles d'obligations privés, d'actions cotées et d'obligations souveraines.

La livraison du rapport s'effectue sous format Excel et Word et intègre les indicateurs quantitatifs et informations/analyses qualitatives pour l'ensemble des portefeuilles de valeurs mobilières de manière agrégée avec une feuille de calcul par type d'indicateur/famille d'indicateurs, sous 1 mois après la transmission des inventaires. Le format powerpoint est attendue concernant la présentation à destination de la Commission des Placements.

À l'issue de la remise des livrables, les équipes de l'Urssaf Caisse nationale se chargent de la rédaction au format Word du rapport. Ce rapport intègre les éléments et analyses internes et les éléments transmis par le prestataire. Le rapport fait ensuite l'objet d'un processus de validation interne. Le titulaire sera également informé de la version finale qu'il devra conserver confidentiel. À l'issue, le titulaire fera, dans les locaux de la Caisse nationale, une présentation orale aux côtés de l'équipe ESG devant la Commission des Placements.

Le titulaire sera sollicité pour la réalisation des slides de présentation, correspondant au périmètre de la prestation, par l'équipe ESG de l'Urssaf Caisse nationale. Des échanges pourront être planifiés autant que de besoin. Cette présentation est réalisée conjointement avec l'équipe ESG. La présentation orale pour être complétée par des éléments d'appréciation/analyse des pratiques de marchés que le titulaire perçoit grâce à son expertise vis-à-vis des pratiques du CSPTI.

Il est prévu que la mission relative à l'année N soit clôturée au plus tard le 30 juin de l'année. La présentation auprès de la Commission des Placements intervient dans les semaines qui suivent la validation interne. L'Urssaf se réserve seule la possibilité de modifier ce planning prévisionnel en cas d'impératif.

## **Article 5. OBLIGATION DE CONSEIL**

Le titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde de la Caisse nationale dans le cadre strict des prestations objet du marché. Les conseils, mise en garde et recommandations devront être formulés par écrit dans les documents remis à l'Urssaf lors de l'exécution du marché.

## **Article 6. LIVRABLES**

### **Article 6.1. Forme des livrables**

Les livrables du titulaire sont des documents remis par voie électronique, et décrits à l'article 6.2 du présent cahier des charges.

Le titulaire devra remettre tous les documents en français et sous les formats suivants :

- Une version électronique de tous les documents :
  - Sous format **Excel** pour le fichier compilant les informations ESG (qualitatives et quantitatives). Si le prestataire préfère indiquer les informations ESG qualitatives sous format Word, cela est possible. (**Dans tous les cas pas de .pdf**) ;
  - Sous format **Powerpoint** en ce qui concerne le projet de présentation à destination de la Commission des Placements. Ce projet de présentation fera

l'objet d'une discussion entre l'équipe ESG de la DIFI et le prestataire une fois la rédaction du rapport finalisée.

#### **Article 6.2. Livrables attendus**

Chaque année, les livrables attendus dans le cadre de la réalisation des prestations sont les suivants :

- **Les informations ESG qualitatives et quantitatives nécessaires à la réalisation du rapport d'investissement responsable (Article 29 LEC) pour les parties V, VI, VII et VIII du plan prévu par la réglementation :**

- Le fichier excel et word contenant les éléments précisés et attendus à l'article 3 du présent document.

- **Les éléments nécessaires à la présentation auprès de la Commission des Placements :**

- Le fichier powerpoint contenant les éléments précisés et attendus à l'article 3 du présent document.

## Annexe 1 – GLOSSAIRE DES SIGLES TECHNIQUES

ACOSS	Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
CA	Chiffre d'affaires
CADES	Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale
CapEx	Dépense d'investissement de capital ( <i>Capital Expenditures</i> )
CPSTI	Conseil de la Protection Sociale des Travailleurs Indépendants
CGSS	Caisse Générale de Sécurité Sociale
DIFI	Direction centrale trésorerie banque financement et investissement
ESG	Enjeux Environnementaux, Sociaux et liés aux pratiques de Gouvernance
GICS	<i>Global Industry Classification Standard</i>
HY	<i>High Yield</i>
IG	<i>Investment Grade</i>
PAI	<i>Principle Adverse Impact</i>
PIB	Produit Intérieur Brut
RSI	Régime Social des Indépendants
SBTi	<i>Science Based Targets initiative</i>
SFDR	Règlement européen SFDR ( <i>Sustainable Finance Disclosure Regulation</i> – UE 2019/2088)
TNP	Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
UNEDIC	Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'Industrie et le commerce
URSSAF	Unions pour le Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales